

Face à la Russie, le renouveau du débat sur la diss

Nicolas Barotte

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le Kremlin a régulièrement brandi la menace atomique, obligeant les Occidentaux à repe

Certains questions sont sans réponses. La guerre nucléaire est-elle une réalité à des hypothèses d'état-major, des calculs de risques et, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à des menaces en série. L'anxiété, alimentée sciemment par le Kremlin, a ressurgi en Occident d'une escalade non maîtrisée. Les armées européennes prennent elles aussi cette rhétorique au sérieux même si elles parlent toujours sur la rationalité de l'adversaire. « Faire peur est un objectif de Vladimir Poutine, mais il ne faut pas tomber dans la paranoïa », note un gradé français. « Une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée », ajoute-t-il. Le président russe et son homologue chinois, Xi Jinping, l'ont aussi assuré à l'issue de leur rencontre jeudi, tout en accusant les États-Unis de chercher à rompre l'équilibre stratégique.

Le questionnement demeure abyssal sur le sens caché des positions. « Certes on ne peut pas gagner une guerre nucléaire, donc en théorie on ne peut pas mener une guerre nucléaire... Mais cela ne vaut qu'au regard de la compréhension du "gagner" et du "perdre" », a récemment répondu l'évêque aux armées, M^r de Romanet, interpellé lors d'un colloque sur la logique nucléaire. « Le logiciel de la dissuasion fonctionne pour autant que la vie a une valeur pour moi et pour celui qui me fait face. Si je suis prêt à mourir avec la bombe, alors la logique de dissuasion disparaît », a-t-il ajouté.

Depuis deux ans, Vladimir Poutine a répété la menace pour sanctuariser l'invasion de l'Ukraine, insinuer le doute en Occident et rappeler au monde le statut de puissance hégémonique de la Russie. Dernier coup de semonce, le ministère russe de la Défense a brièvement annoncé la semaine dernière la tenue d'exercices dans le district militaire sud ainsi qu'en Biélorussie, près de l'Ukraine, impliquant des armes nucléaires non stratégiques. Moscou a légitimé l'annonce par les discours « menaçants » de l'Occident. Les armes nucléaires tactiques, de plus faible puissance, pourraient être utilisées sur un champ de bataille, contrairement aux armes stratégiques

« Le logiciel de la dissuasion fonctionne pour autant que la vie a une valeur pour moi et pour celui qui me fait face. Si je suis prêt à mourir avec la bombe, alors la logique de dissuasion disparaît »

M^r de Romanet
Evêque aux armées

de longue portée. Leur définition exacte, en termes de portée et d'emploi, s'avère en réalité floue. Mais il s'agit, quoi qu'il en soit pour les forces aériennes et navales, de s'entraîner à préparer ces armements pour démontrer leur crédibilité à la faire le moment venu, si l'ordre était donné. La dissuasion doit impressionner pour empêcher l'adversaire d'agir. Elle a doublement fonctionné en Ukraine. La rhétorique russe « a influencé les calculs des Occidentaux », qui ont veillé à ne pas s'impliquer directement, a noté la chercheuse Anna Péczeli dans un podcast de l'IFSS. Mais elle a aussi dissuadé Moscou de s'en prendre aux Occidentaux, qui livrent toujours plus d'armes à l'Ukraine.

L'apocalypse n'est pas pour tout de suite. Le niveau d'alerte des forces nucléaires russes n'a pas évolué depuis le début du conflit en Ukraine, ont observé les états-majors. La probabilité que la Russie passe un jour à l'acte est faible. L'intérêt militaire serait limité mais les conséquences diplomatiques catastrophiques. « La Chine léchait immédiatement la Russie », assure un responsable français, dans un pas de côté de la dissuasion. Comme si un avertissement de Pékin pesait plus lourd qu'un arsenal occidental. Quelle que soit l'issue de la guerre en Ukraine, « de sérieuses discussions en Europe devront avoir lieu sur l'architecture de sécurité », a estimé Anna Péczeli. Si elle l'emporte, la Russie pourra imposer sa vision des équilibres stratégiques.

Les discours rassurants sur la solidité de l'Otan n'empêchent pas d'intenses discussions entre alliés et entre puissances dotées occidentales (États-Unis, France, Royaume-Uni) sur la place de la dissuasion nucléaire dans un environnement de contestation et de confrontation ou l'implication des États-Unis peut être remise en cause, que Donald Trump soit élu ou que Washington soit occupé par sa rivalité croissante avec Pékin. « La dissuasion était une belle entreprise », raconte un connaisseur du sujet. Pendant des années, le mot était un tabou des réunions internationales, réservé à un cercle restreint de militaires.

« Quand on parlait de la dissuasion on parlait d'un secte, d'une religion connue de certains seulement, un peu ringarde », poursuit le connaisseur. Le temps a changé. « Il y a un réapprentissage de la grammaire nucléaire aussi bien au niveau politique, qu'au niveau de la réflexion stratégique mais aussi dans les opinions », confirme Yannick Pincé, historien au Centre interdisciplinaire sur les enjeux stratégiques (Cies) à l'École normale. « Les experts discutent beaucoup actuellement sur les adaptations nécessaires », ajoute-t-il. Les discussions sont aussi capacitaires (quels types d'armes sont nécessaires) que doctrinales. Le Royaume-Uni a ainsi annoncé en mars le développement d'une tête nucléaire « souveraine », baptisée Astraex, « en parallèle » de la livraison des têtes nucléaires américaines USW93/MK7.

En Europe, la France s'engouffrait de disposer de la seule dissuasion aujourd'hui réellement souveraine, les autres étant liées à la volonté américaine. Fin avril, le chef de l'État, Emmanuel Macron, a proposé d'ouvrir « un dialogue » pour mieux l'intégrer dans la défense de l'Europe. Non pas pour partager la dissuasion française. Mais pour rappeler qu'elle existe et réveiller ses partenaires européens. « Cette prise de position vise à faire disparaître le hiatus entre la doctrine de la France et celle des alliés », poursuit Yannick Pincé. La posture française de riposte indifférente « des dommages inacceptables » n'est pas alignée sur celle de « riposte graduée » formulée par l'Otan. En ouvrant une discussion sur la défense antimissile, les feux dans la profondeur et la dissuasion française, même si elle reste « à part », Emmanuel Macron a aussi fait un pas en direction de ses partenaires. « Le président a lancé son filet, il verra ce qu'il en ressort », ajoute-t-on. « Il y a une ligne rouge, ne pas affaiblir la crédibilité de la dissuasion française », explique un gradé français. La décision doit rester souveraine.

Même si le sujet est tabou, les Européens ont bien conscience des limites des doctrines. Les architectes de dissuasion sont entremêlés pour protéger le continent : elle repose d'abord sur la dissuasion « élargie » des États-Unis envers leurs alliés, la dissuasion de l'Otan, concrétisée par la présence de bombes américaines sur cinq bases en Europe (et une en Turquie) pouvant être emportée par des avions pilotes par des militaires des pays hôtes, la dissuasion du Royaume-Uni, emportée par des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et liée, elle aussi, à la défense de l'Otan, et la dissuasion de la France, distincte de l'Alliance, mais dont les intérêts vitaux ont « une dimension européenne », comme l'ont affirmé les présidents successifs. Paris a gardé deux composantes, aérienne et sous-marine. Les doctrines française et britannique sont liées intimement par la déclaration de Chequers de 1995. Les deux pays n'envisagent pas « de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'une des parties pourraient être menacés sans que ceux de l'autre le soient aussi ».

Les dissuasions se complètent sans être équivalentes : une centaine de têtes pour l'Otan, 290 pour la France, 225 pour le Royaume-Uni, qui avait relevé son plafond en 2021, et 5 044 pour les États-Unis. Les dissuasions britannique ou française sont strictement suffisantes. Washington est engagé dans la protection de ses alliés, en Europe comme en Asie. « En proposant une dissuasion élargie à leurs alliés, les États-Unis avaient voulu éviter un risque de prolifération. Mais il a toujours existé un doute : est-ce qu'ils risqueraient Washington pour Berlin ? D'où le choix de la France d'avoir sa propre dissuasion », explique Héloïse Fayet, spécialiste des questions

de dissuasion à l'Ifr. La France est le seul pays de l'Otan à ne pas participer aux réunions du groupe de planification nucléaire. La multiplicité des systèmes et des enceintes est censée « compliquer

« Le rôle des forces nucléaires russes est à la fois de dissuader les attaques nucléaires sur le territoire russe et de compenser la supériorité conventionnelle de l'Otan »

Gregory Weaver Ancien responsable des stratégies nucléaires américaines

les calculs de l'adversaire », dit-elle.

La complexité pèse aujourd'hui sur l'Occident. Le risque de confrontation entre la Russie et l'Occident, les limites des forces conventionnelles européennes et l'ambiguïté des menaces hybrides imposent une nouvelle donne. Le Centre pour les études stratégiques et inter-

nationales s'est livré en 2023 à une étude de prospective pour explorer « les défis de la dissuasion élargie » des États-Unis. « Dans dix ans, la dissuasion élargie américaine pourrait être différente de celle d'aujourd'hui », écrivent les auteurs, dont Heather Williams, directrice du Projet sur les questions nucléaires (Ponj). « Dans tous les scénarios explorés, les États-Unis souffrent d'un problème de crédibilité », écrit-elle.

La guerre en Ukraine, l'agressivité de la Chine et les risques de prolifération, d'abord en Iran, ont fait basculer définitivement dans « un troisième âge nucléaire », comme le note l'amiral Pierre Vandier. Les règles de la dissuasion doivent être réécrites alors que les instruments du contrôle des armements ont été tour à tour remis en cause ou abandonnés. En fin d'année dernière, la Russie s'est retirée du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le sujet est à l'ordre du jour des discussions à huis clos du prochain sommet de l'Otan à Washington en juillet. En avril, les experts du Symposium sur la politi-

que nucléaire de l'Otan ont plâché à Skopje, en Macédoine du Nord, sur « la gestion de l'escalade, la communication stratégique et les défis émergents en matière de dissuasion nucléaire », a sobriement noté l'Alliance.

Le président polonais, Andrzej Duda, a brisé un tabou le mois dernier en déclarant que son pays était « prêt » à accueillir des armes nucléaires « si les alliés décidaient d'en déployer » dans le cadre du partage nucléaire « pour renforcer la sécurité du flanc est » de l'Europe. La proposition prendrait acte de la fin de « l'acte fondateur » Otan-Russie (1997), par lequel l'Alliance avait promis de ne pas installer d'armes nucléaires dans les anciens pays du Bloc de l'Est. Début mai, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a lui aussi admis qu'« en situation de guerre », la position de son pays sur le déploiement d'armes nucléaires pourrait évoluer. Après la Seconde Guerre mondiale, la Suède avait exploré un programme nucléaire avant de l'abandonner dans les années 1960. En accueillant des bombes B61 sur leur territoire, les pays de l'Otan espèrent pou-



Sous pression à Kharkiv, l'armée ukrainienne vo

Les semaines ne se succèdent pas de la même manière en Occident et en Ukraine. « Pour les alliés, une semaine est une semaine. En Ukraine, une semaine est une année, un père, un enfant, un ami perdu pour toujours », en ouvrant la réunion des chefs d'état-major de l'Otan, jeudi à Bruxelles, l'amiral Rob Bauer, chef du comité militaire allié, a adopté un ton grave. La situation se dégrade en Ukraine et il a enjoint les pays membres à fournir des armes plutôt que reconstituer leurs stocks. Sur le terrain, l'armée russe est à l'offensive au nord de Kharkiv depuis une semaine. Pour le commandant allié suprême, le général Christopher Cavoli, elle ne sera toutefois pas en mesure d'obtenir une victoire stratégique. « Les Russes n'ont pas les forces nécessaires pour réaliser une percée stratégique, et plus précisément, ils n'ont ni les

compétences ni la capacité de le faire », a déclaré le général américain.

Une semaine après le début de l'attaque, le nord de Kharkiv est sous les bombes. « L'ennemi a commencé à détruire Vovchansk, en utilisant chars et artillerie », a notamment déclaré Oleg Syngoubov, le gouverneur de la région de Kharkiv. L'armée russe a conquis plus de 250 km² dans la région, soit le gain territorial le plus important des derniers mois. Vendredi, Vladimir Poutine a justifié l'opération en réplique aux menaces qu'il présentait contre Belgorod, de l'autre côté de la frontière. Le président russe veut « créer une zone de sécurité, une zone sanitaire » pour protéger son territoire. Mais il a assuré ne pas avoir pour intention de prendre la seconde ville d'Ukraine. L'offensive vise plutôt à écarteler les forces ukrainiennes et les obliger à basculer des réserves d'un point du front à

un autre. Le chef d'état-major ukrainien, le général Syrsky, a d'ailleurs déclaré vendredi se préparer à défendre la région de Soumy.

Changement de doctrine des États-Unis

En position défensive sur le front, l'Ukraine cherche à prendre l'initiative dans la profondeur. Dans la nuit de jeudi à vendredi, elle a lancé une large attaque de drones vers la Crimée, mais aussi les régions russes de Krasnodar et Belgorod. Des infrastructures énergétiques ont été ciblées.

La possibilité de frappes contre le territoire russe avec des armes occidentales constitue l'une des questions que les Occidentaux devront bientôt résoudre. Jusqu'à présent, l'Ukraine avait dû se contenter de ses propres drones ou d'incursions de ses partisans pour frapper au-delà des frontières. En déplace-

suasion en Europe

nsérer la doctrine héritée de la guerre froide.

voir se garantir la protection des États-Unis. Mais la Russie pourrait aussi en prendre prétexte pour une escalade.

Les certitudes alliées doivent être questionnées. « Les dirigeants de l'Otan ne doivent pas tirer la leçon que si les dirigeants russes n'utilisent pas d'armes nucléaires en Ukraine, ils ne le feront pas contre l'Otan dans d'autres circonstances », prévient Gregory Weaver, ancien responsable des stratégies nucléaires américaines dans une note pour une revue de l'Otan publiée en septembre. « Le rôle des forces nucléaires russes est à la fois de dissuader les attaques nucléaires à grande échelle sur le territoire russe, et de compenser la supériorité conventionnelle de l'Otan par l'utilisation limitée d'armes nucléaires sur le théâtre, poursuit-il. La stratégie russe repose sur l'hypothèse que l'utilisation limitée d'armes nucléaires sur le théâtre a peu de chances de dégrader en un échange à grande échelle entre les États-Unis et la Russie. » Pour être crédible, la riposte nucléaire ne doit pas être la seule option.

Une des questions posées porte sur l'articulation entre dissuasion nucléaire

et conventionnelle, celle du seuil d'emploi. « Il faut montrer à la Russie que nous ne sommes pas prisonniers d'une "trappe dans l'escalade" », explique un diplomate. C'est à dire que faute de moyens ou de volonté, l'Occident soit prisonnier d'un tout ou rien. « La Russie pense être plus volontaire que nous », poursuit le diplomate.

Ce débat global sur la défense européenne concerne tous les alliés qui doivent être capables de fournir davantage de moyens conventionnels pour ne pas être dépendant du seuil fait nucléaire. « Le sujet du nucléaire doit être partagé avec nos alliés. Certains sont des "free riders" (passagers clandestins, NDLR) de la dissuasion. Il ne s'agit pas de leur demander de financer quoi que ce soit mais qu'ils aient des responsabilités au sens large. Certains pays européens participent comme observateurs aux réunions du traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) », ajoute-t-on sans citer explicitement l'Allemagne. Les partisans du TIAN militent pour un désarmement impensable s'il est unilatéral. Ce débat-là est révéla. ■

Amiral Vandier : « L'Occident réapprend l'emploi du langage nucléaire »

Ancien chef d'état-major de la marine, l'amiral Pierre Vandier est aujourd'hui major général des armées.

LE FIGARO. - Vous publiez une nouvelle édition de votre ouvrage, *La Dissuasion au troisième âge nucléaire* (éditions du Rocher, 2018). La guerre en Ukraine modifie-t-elle l'analyse ?

AMIRAL PIERRE VANDIER. - Elle ne la modifie pas. Au contraire, cette guerre donne au livre para il y a six ans une vertu un peu prophétique, puisque à la fin, j'y évoquais le concept de « sanctuarisation agressive ». Il avait été inventé par Jean-Louis Gergori en 1992. Il m'apparaissait alors adapté au temps stratégique à venir. C'est exactement ce que la Russie a fait en Ukraine en menaçant le début de la guerre de représailles ceux qui voudraient intervenir.

Après la guerre froide, le « premier âge nucléaire », puis les années 1990, le « deuxième âge », où l'on a cru pouvoir se passer de la dissuasion, vous décrivez l'avènement d'un troisième âge nucléaire. Il se caractérise par le retour du principe de la dissuasion, l'affrontement des puissances dans le cadre de guerres par procuration ou asymétriques, et par des dynamiques régionales liées aux grands jeux stratégiques.

Ce troisième est-il plus incertain et plus dangereux que les précédents ? La présidente Obama avait envisagé un horizon de désarmement, notamment à travers l'initiative « Global Zero ». Force est de constater que celle-ci a été un échec. Le troisième âge correspond à la reprise d'une dynamique nucléaire dans les rapports internationaux. De nouveaux périls apparaissent. Il est toutefois difficile de juger s'ils sont plus graves que ceux de la guerre froide. L'Occident avait vécu sous la peur d'une erreur de calcul. Nous sommes entrés dans une ère plus incertaine, puisque tous les mécanismes de régulation qui ont été construits pendant la période précédente ont été remis en cause. Les traités de désarmement comme celui du FNI (forces nucléaires intermédiaires) ou New START (Strategic Arms Reduction Treaty) sont aujourd'hui dénoncés ou suspendus. La Chine émerge comme puissance nucléaire rivale stratégique des Américains. Le traité de non-prolifération est également fragilisé par le retrait de la Corée du Nord, devenue puissance nucléaire en 2006. L'Iran, bien que toujours signataire, se situe au seuil nucléaire avec une quantité estimée suffisante de matière enrichie. D'autres pays comme Israël n'y prennent pas part. Cette situation laisse les Européens face à une grande incertitude stratégique.

Comment la stabilité stratégique peut-elle être rétablie ?

Nous sommes rentrés dans une ère d'instabilité structurelle. Un équilibre à trois, États-Unis, Russie, Chine, est beaucoup plus complexe à trouver qu'un équilibre à deux. D'autant plus que le « Sud global » cherche à s'inviter dans la discussion, en espérant en tirer bénéfice. La frontière du seuil de l'agression est aujourd'hui beaucoup plus complexe : de nouvelles armes ou



L'amiral Pierre Vandier, en 2020. JOEL SAGET/AFP

de nouveaux domaines, comme le spatial ou le cyber permettent de brouiller les intentions et de compliquer les attributions. Cette situation menace-t-elle de nous conduire à la catastrophe ? Je ne le pense pas. Le concept de dissuasion reste fondamentalement valide par l'ampleur considérable des destructions possibles que les armes nucléaires peuvent occasionner. Mais nous aurons certainement bien des occasions de nous faire peur... Les pays qui ne sont pas dotés sont aujourd'hui dans une situation délicate en étant susceptibles d'être le théâtre des rivalités entre grandes puissances qui ne peuvent s'affronter directement.

Depuis le début de la guerre, la Russie a plusieurs fois agité la menace nucléaire. Quel est l'effet de la banalisation de ce discours ?

Quand quelqu'un vous menace, il est logique d'y croire. Mais la répétition des menaces finit par faciliter le passage à l'acte de l'agresseur. Le niveau de langage nucléaire aujourd'hui, en ce qui concerne l'Ukraine, est assez inédit dans un conflit dans lequel l'État doté n'est pas agressé. Durant la guerre froide, le discours de dissuasion était fondamentalement défensif, articulé autour de la protection des intérêts vitaux. Cette approche est toujours le cœur de la doctrine de la France, une doctrine défensive. Mais aujourd'hui, on assiste de la part de la Russie à un détournement de ce discours vers une dimension coercitive, et il s'articule avec des poussées de guerre hybride. Il est plus difficile à équilibrer. Durant la guerre froide, la dissuasion mise en place par l'Occident avait été

« Nous sommes rentrés dans une ère d'instabilité structurelle. Un équilibre à trois, États-Unis, Russie, Chine, est beaucoup plus complexe à trouver qu'un équilibre à deux »

pensée pour faire face à une invasion par le bloc de l'Est. La Russie n'ayant plus les moyens de faire peser une menace identique, elle cherche plutôt à fragiliser ou disloquer les ensembles politiques, à affaiblir les sociétés par une guerre devenue plus grise, plus hybride. Elle vise la désagrégation du bloc occidental. On assiste aujourd'hui à une remilitarisation du discours en Europe, signe d'un véritable sursaut. Depuis le début de la guerre en Ukraine, il y a également un réapprentissage progressif par l'Occident de l'emploi du langage nucléaire et de la question du seuil. Des langages qui paraissent imprononçables il y a quelques mois sont aujourd'hui énoncés, comme par exemple David Cameron qui a dit récemment que les armes britanniques livrées à l'Ukraine pourraient servir à frapper le territoire russe. De même, assister à l'émergence d'un débat en Allemagne sur la dissuasion nucléaire paraissait impossible il y a quelques années. La France est un autre bon exemple où le discours sur la dissuasion est « vivant » et se modifie de façon maîtrisée. La guerre est un combat de volonté. Chaque parole aujourd'hui est

un élément dans la construction du rapport de force.

Comment savoir objectivement si le seuil d'emploi de l'arme s'abaisse ? Il faut bien comprendre que la dissuasion est un principe qui s'applique sur l'agresseur avant qu'il ait commencé à manœuvrer. Elle contraint l'agresseur à tenir compte de votre résolution à vous défendre avec des moyens nucléaires à partir d'un certain point qu'on appelle le seuil. Il doit le faire avant même de débiter son agression, sans exactement savoir où se situe ce seuil. Le problème actuel n'est pas tant celui de l'abaissement du seuil que celui du brouillage de la compréhension mutuelle de cette détermination. L'emploi du langage de la coercition en regard du langage défensif occidental est un nouveau défi pour le discours dissuasif.

La Russie évoque aussi l'emploi d'armes nucléaires tactiques. Comment dissuader cette menace ?

Le concept de nucléaire tactique est orthogonal à la doctrine française, où le nucléaire s'inscrit uniquement dans le cadre d'une dimension stratégique. Dans leur stratégie militaire, certains documents russes évoquent l'emploi d'armes nucléaires sur le champ de bataille. C'est ce qu'ils ont appelé les frappes de désescalade. Il s'agit de terroriser l'adversaire pour espérer remporter un conflit conventionnel. Est-ce que cela peut fonctionner ? Si les Russes utilisaient

« La guerre est un combat de volonté. Chaque parole aujourd'hui est un élément dans la construction du rapport de force »

saient ces armes, les bénéfices seraient-ils à la hauteur des attendus ? Je ne le pense pas. Souvenez-vous du moment où cette menace était vocalisée par la Russie. Le président américain Joe Biden avait mis en garde explicitement la Russie contre un tel emploi. Jusqu'à alors, les moyens américains pour soutenir l'Ukraine avaient été relativement limités. Ils auraient pu être beaucoup plus importants et la guerre changée de dimension en cas de rupture de linéarité. La dissuasion globale des États-Unis a jusqu'à présent permis de faire rentrer le diable dans sa boîte.

Il est possible de réagir à une menace nucléaire par d'autres moyens que le nucléaire.

À partir de la fin de la guerre froide et jusqu'aux années Obama, la dissuasion nucléaire a eu tendance à être isolée du reste des problèmes stratégiques. Au troisième âge nucléaire, la dissuasion ne peut plus être pensée séparément, elle redevient profondément articulée aux rapports de force. Revenons au discours du président de la République devant l'École de guerre en février 2020. Il insistait de façon assez prophétique sur la nécessité de l'équilibre du conventionnel et du nucléaire. Sans cet équilibre, le risque est de vous voir autodissuader, que sans moyens conventionnels suffisants, vous n'avez pas d'autre choix face à une agression que de brandir votre dissuasion. L'adversaire peut alors être fondé à croire que vous ne le ferez pas. L'épaisseur conventionnelle est redevenue un sujet majeur pour les armées occidentales.

Le président a reparlé de la dimension européenne des intérêts vitaux de la France. Quelles conséquences tirer de ce débat ?

Aujourd'hui, la réalité de l'articulation conventionnel nucléaire pour les Européens non dotés se fait sous l'égide de l'Otan, avec les armes nucléaires américaines qui sont mises à disposition de l'Alliance, mais sous décision d'emploi américaine. Les Européens ne doivent d'ailleurs pas se lever sur une hypothétique « dissuasion conventionnelle » européenne prônée par certains de nos partenaires - celle-ci n'aurait pour seul effet que de repousser le seuil nucléaire, sans le faire disparaître. C'est là que notre dissuasion joue tout son rôle. Le président de la République souligne le fait que le sort de la France et de l'Europe étant intimement liés, et que la France étant une puissance nucléaire, la France est de fait impliquée dans cette articulation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M.B.



Le défilé militaire du 9 mai dernier, sur la place Rouge, à Moscou. Il marquait le 79^e anniversaire de la victoire soviétique lors de la Seconde Guerre mondiale.

XINHUA/NOUVELLES/AGF

udrait porter la guerre sur le sol russe

ment à Kiev cette semaine, le secrétaire d'État Antony Blinken a ouvert la porte à un changement de doctrine des États-Unis. La ligne rouge fixée par Washington, qui interdisait aux forces ukrainiennes de frapper le sol russe avec des armes occidentales, semble s'estomper. Mercredi, le chef de la diplomatie américaine s'est montré plus ambigu. « Nous n'avons pas encouragé ou permis des frappes en dehors de l'Ukraine, mais en fin de compte, c'est à l'Ukraine de décider elle-même de la manière dont elle va mener cette guerre, une guerre qu'elle même pour défendre sa liberté, sa souveraineté et son intégrité territoriale », a-t-il insisté. « Nous continuerons à fournir à l'Ukraine les équipements dont elle a besoin pour réussir, dont elle a besoin pour gagner », a-t-il ajouté.

La déclaration intervient quelques jours après celle du ministre des Affaires étrangères britannique David Ca-

meron. Il avait considéré que les Ukrainiens pouvaient employer des armes britanniques contre le sol russe. « L'Ukraine a ce droit. Alors que la Russie proppie à l'intréisme de l'Ukraine, on peut comprendre que l'Ukraine ressente le besoin de s'assurer qu'elle se défend », avait-il indiqué, déclenchant la colère de Moscou. Le porte-parole du Kremlin avait mis en garde contre « une dangereuse escalade ». Il ne s'agit pas de la seule évolution dans la posture occidentale. Le mois dernier, les États-Unis avaient admis livrer des missiles ATACMS de longue portée. Ils n'avaient fourni que des versions de moyenne portée précédemment.

La pression s'est accrue ces derniers jours sur les États-Unis pour qu'ils acceptent un geste supplémentaire en faveur de l'Ukraine. « La politique américaine (empêchant des frappes contre le sol russe) compromet sérieusement la

capacité de l'Ukraine à se défendre contre l'offensive russe dans l'oblast de Kharkiv », a noté mercredi l'Institut pour l'étude de la guerre (ISW), qui assure un suivi quotidien du conflit. La Russie profite de la proximité avec la frontière pour rassembler ses forces en toute sécurité et faire décoller des avions qui peuvent utiliser des bombes planantes sans être menacés.

Aux États-Unis, la commission Helsinki, composée de membres du Congrès et de sénateurs américains, a aussi jugé mercredi pour que Washington « autorise » l'usage d'armes occidentales pour repousser cette offensive. La semaine dernière, une délégation de parlementaires ukrainiens en déplacement dans la capitale fédérale avait relayé le même message. Jusqu'à présent, les Occidentaux s'étaient montrés réticents, par crainte d'une escalade. ■